

COMMISSION D'ACTION SOCIALE (2)

Secours exceptionnels et prêts remboursables Critères et modalités d'attribution

Document approuvé par le conseil d'administration en date du 23 avril 2013

1- CRITERES ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION DES SECOURS ET DES PRETS

Les aides (secours non remboursable) et prêts exceptionnels (remboursables, sans intérêt) s'adressent aux personnels qui ont à faire face à des difficultés financières passagères et exceptionnelles à caractère social.

Les aides et les prêts sont adaptés à chaque situation après examen individuel de chaque demande.

1-1 CRITERES D'ATTRIBUTION

- L'aide d'urgence ponctuelle, non remboursable, doit permettre de prendre en compte des situations nouvelles, imprévisibles. Ces situations, de par leur gravité, nécessitent qu'une aide ponctuelle soit apportée pour permettre à l'agent de poursuivre son activité professionnelle. Elles seront attestées par une évaluation sociale. Les besoins de première urgence peuvent concerner l'aide alimentaire, les frais de justice, l'expulsion locative.

- Le prêt remboursable doit permettre de répondre à certaines situations ne pouvant donner lieu au versement d'une aide : problème financier suite à un événement grave, une dépense imprévue d'ordre sanitaire, social ou scolaire des enfants à charge de l'agent.

1-2 CONDITIONS D'ATTRIBUTION

1-.2.1 Secours : Aide d'urgence ponctuelle

Tout personnel de l'université, rémunéré par l'établissement, confronté à une situation sociale exceptionnelle et imprévisible peut solliciter un secours. Pour un même personnel, ce secours peut être attribué plusieurs fois au cours de sa carrière dans l'établissement, à la condition que l'ensemble des demandes ne dépasse pas le montant de 3 000 euros (par personnel ou par couple dans le cas d'un ménage de personnels de l'université).

Les personnels recrutés en contrat à durée déterminée devront justifier d'un contrat d'une durée de 6 mois au moins ou de plusieurs contrats successifs atteignant 6 mois.

La demande sera évaluée par l'assistant de service social à partir d'un dossier comprenant l'ensemble des justificatifs de la demande.

Le montant maximum du secours est de 1500 € par demande.

Règlement des créances : le paiement peut être versé directement aux créanciers en règlement des créances (factures impayées).

1-.2.2 Prêt à court terme et sans intérêt, sans frais.

Les personnels connaissant des difficultés passagères, mais dont la situation ne justifie pas l'attribution d'un secours, peuvent faire l'objet d'une demande de prêt à court terme et sans intérêt.

Les conditions habituelles de solvabilité sont toutefois exigées. Les prêts sont accordés selon les mêmes procédures et critères en usage pour l'attribution des secours. Le montant maximum de l'emprunt est de 1 500 €. Le remboursement s'effectue de 3 à 36 mensualités. Un échéancier de remboursement est joint au dossier, le prêt doit être soldé 1 mois avant la fin du contrat de travail.

En cas de difficulté de l'agent à respecter son échéancier, il doit contacter l'assistante de service social pour une nouvelle évaluation de sa situation qui pourra donner lieu à une nouvelle proposition de plan d'aide adaptée.

Les remboursements débuteront le 3^{ème} mois après l'attribution du prêt si la durée du contrat de travail le permet.

1-3 - MODALITES DE VERSEMENT DES SECOURS ET DES PRETS

Les paiements des secours et des prêts sont confiés à l'agent comptable. Le versement de ces aides s'effectue par virement bancaire.

2- DISPOSITIONS DIVERSES

Les secours et les prêts ne sont accordés que dans la limite de l'enveloppe financière disponible et, le fait pour un agent qui sollicite ces aides de remplir les conditions requises ne confère pas un droit à l'obtention de ces prestations.

Dans le cas d'un ménage de personnels de l'université, les aides servies sont accordées indifféremment à l'un ou à l'autre des agents, mais ne peuvent être versées aux deux.

Dans le cas de personnel employé à temps partiel, les secours et aides sont accordés sans aucune réduction de leur montant.

3– BILAN SOCIAL

Le nombre de dossiers instruits et le montant des aides financières versées seront présentés dans le bilan d'activités du SCASC, dans le respect de l'anonymat et la confidentialité.

Ce bilan rendra compte du nombre d'attributions et de rejets de dossiers, ainsi que de la nature et du montant des prêts et des secours alloués.

Cette évaluation permettra d'adapter annuellement le budget du SCASC.